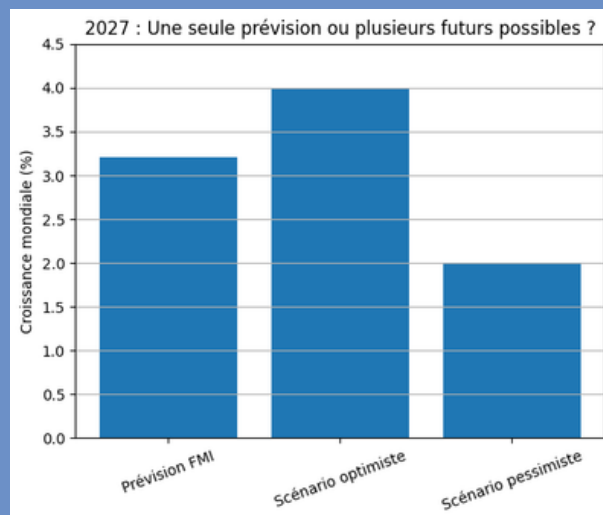


D a n s c e n u m é r o

- **“La prévision économique par gros temps”,** *par Christian de Boissieu, Président de la Fondation Concorde*



- **“L’India AI Impact Summit 2026”,** *par Nicolas Sironneau, vice-Président de la Fondation Concorde*



- **“Guerre en Iran, l’impact sur l’économie française”,** *par Jacques Marceau, Président du Conseil Scientifique de la Fondation Concorde*



JE METS À JOUR MA COTISATION

LA PRÉVISION ÉCONOMIQUE PAR GROS TEMPS

Mon attention a été attirée par les dernières prévisions économiques du FMI publiées en janvier. Pour la croissance mondiale, le Fonds affiche 3,3% pour 2024, annonce 3,3% pour 2025, prévoit 3,3% pour 2026 et imagine un tout petit ajustement pour 2027 à 3,2%. Dans un monde chahuté comme jamais, enfin un havre de stabilité ! Mais n'allons pas trop vite en besogne.

Car cette inertie des chiffres prête le flanc à des interprétations très contrastées. Ou bien elle traduit le fait que le ralentissement des uns (la Chine, la Russie,...) est exactement compensé par l'accélération d'autres pays ou régions (Allemagne, Afrique sub-saharienne...). Une hypothèse « héroïque », surtout si elle est mobilisée sur plusieurs années. Ou bien cette constance des chiffres est le reflet de notre ignorance. Elle traduit un constat largement partagé : dans le brouillard actuel, épaissi par la floraison des chocs géopolitiques, la prévision devient un exercice quasiment impossible. Alors, par prudence et par crainte de sortir d'un consensus mou, mieux vaut extrapoler ce qui est constaté plutôt que de prendre le risque d'anticiper des ruptures, ou du moins des inflexions. Je conteste un tel conservatisme, rassurant certes mais totalement inadapté dans ce monde fait de discontinuités et de non-linéarités.

Il serait injuste de reprocher aux économistes de ne pas prévoir des chocs géopolitiques que même la CIA ne sait pas anticiper. Mais les erreurs de prévision sont à moitié pardonnées lorsqu'elles sont reconnues et assumées. Même la démographie, socle habituel des projections économiques, devient difficilement prévisible. Tout le monde s'attendait à une chute du taux de fécondité, mais qui avait vraiment prévu qu'elle interviendrait aussi vite en France ?

Il ne faut pas pour autant abdiquer toute prétention à se projeter dans l'avenir : les entreprises comme les ménages ont toujours, et même de plus en plus, besoin de repères macroéconomiques pour investir, consommer ou épargner...La prévision par gros temps, un contexte qui n'est pas près de se dissiper, devrait s'appuyer sur quelques principes :

1)Savoir enjamber le court terme, toujours chahuté et exposé à des aléas souvent inimaginables, pour aller vers des projections à moyen-long terme. Le primat du long terme vaut pour la planification écologique, pour le réarmement et les dépenses de défense, mais aussi particulièrement pour les questions monétaires (exemple : l'avenir à long terme du dollar sur la scène mondiale).

2)Ne pas camoufler nos ignorances derrière des prévisions chiffrées au dixième de point près, souvent d'autant plus précises qu'elles sont incertaines ! Depuis les deux chocs pétroliers des années 1970, nous avons compris que l'approche par des scénarios est féconde comme aide à la décision publique ou privée, même s'il est toujours compliqué de définir ces scénarios et de leur affecter des distributions de probabilités. Nous n'avons pas vraiment tiré les leçons de ce débat scénarios/prévisions.

3)Compter sur l'IA, ses algorithmes et ses outils , pour mieux déceler les régularités, les cycles...et les irrégularités. Mais rien ne pourra remplacer l'expérience et le flair du conjoncturiste.

*Christian de Boissieu, Président de la Fondation Concorde
(le 19 février 2026)*

NEW DELHI, 2026 : L'INDE REDÉFINIT L'AGENDA MONDIAL DE L'IA ET MET L'EUROPE FACE À SES DÉFIS DE SOUVERAINETÉ

Le sommet India AI Impact Summit 2026, qui s'est tenu à New Delhi du 16 au 20 février 2026, a marqué une étape importante dans la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle¹. Pour la première fois, un sommet majeur consacré à l'IA s'est déroulé dans le Global South². L'événement a mis l'accent sur l'impact concret des technologies, sur l'accès équitable aux ressources numériques et sur une diplomatie tournée vers l'innovation et le développement³.

Au-delà du symbole, il révèle qu'entre les États-Unis et la Chine, un espace stratégique est en train d'émerger. Mais cet espace est étroit et il est en train de se refermer pour l'Europe.

I. Un sommet "impact" qui change le narratif mondial

Organisé au Bharat Mandapam¹, le sommet s'inscrit dans la continuité des rencontres internationales sur l'IA après Bletchley Park (2023), Séoul (2024) et Paris (2025)².

Cependant, là où les précédents sommets étaient dominés par les enjeux de risques systémiques et de sécurité, New Delhi a mis au premier plan la notion d'impact³. L'accent a été placé sur les usages concrets de l'IA dans la santé, l'éducation, l'agriculture et les services publics³.

Ce déplacement du débat n'est pas anodin : il repositionne l'IA comme levier de développement et non plus uniquement comme objet de régulation.

II. Gouvernance face aux dépendances technologiques

Cette mobilisation politique s'est traduite par l'adoption d'une Leaders' Declaration à l'issue des travaux⁴. Le texte affirme une vision commune de la gouvernance de l'IA fondée sur la coopération, la responsabilité et l'inclusion⁴. Pourtant, cette ambition se heurte à une réalité matérielle : les infrastructures critiques nécessaires au développement de l'IA restent concentrées entre les mains d'un nombre limité d'acteurs.

Les trois principaux fournisseurs mondiaux de cloud (Amazon Web Services, Microsoft Azure et Google Cloud) contrôlent ensemble plus de 60 % du marché mondial de l'infrastructure cloud⁸. Or ces infrastructures constituent le socle indispensable à l'entraînement et au déploiement des modèles d'IA avancés.

À cette concentration s'ajoute celle du matériel. Selon Reuters, Nvidia détient environ 80 % du marché des puces utilisées pour l'intelligence artificielle dans les centres de données⁹. Les GPU de l'entreprise sont devenus un composant central de l'entraînement des modèles de pointe.

La Lettre de Concorde

La dépendance ne concerne donc pas un seul maillon, mais plusieurs couches essentielles de l'écosystème (semi-conducteurs, infrastructures cloud, plateformes de calcul). Pour de nombreux États, cela signifie que l'accès aux capacités stratégiques d'IA dépend largement d'acteurs soumis au droit et aux priorités stratégiques des États-Unis.

III. L'Inclusion du Sud global et l'affirmation d'une "troisième voie"

Dans ce contexte, l'Inde cherche à tracer une voie distincte des modèles américain et chinois. Elle met en avant l'accès élargi aux technologies, l'intégration du Sud global dans la chaîne de valeur et le développement de capacités locales. Cette orientation répond à une attente réelle de nombreux pays émergents confrontés à des déséquilibres structurels en matière d'accès au calcul et aux données stratégiques³.

Le sommet a ainsi servi de plateforme pour affirmer qu'une gouvernance mondiale crédible ne peut être pensée uniquement à partir des deux grandes puissances. Il montre qu'un espace intermédiaire existe (mais qu'il doit être investi rapidement pour ne pas disparaître).

IV. Infrastructures et modèles : les deux prérequis à une souveraineté technologique crédible qui rend l'ambition difficile

Les discussions ont rappelé une réalité centrale : la souveraineté en matière d'IA repose d'abord sur la maîtrise des infrastructures. La capacité de calcul, les centres de données, l'énergie et les chaînes d'approvisionnement constituent des leviers décisifs de puissance⁶.

Sans accès à des ressources de calcul avancées, un État ne peut ni entraîner des modèles compétitifs, ni adapter les technologies aux besoins de son économie. L'autonomie suppose donc un accès sécurisé et soutenable au calcul intensif. Réduire les dépendances externes devient une condition préalable à une stratégie nationale crédible³.

Mais l'infrastructure ne suffit pas. La souveraineté implique aussi la capacité à développer des modèles adaptés aux réalités locales. Des initiatives comme IndiaAI Mission illustrent cette ambition (en intégrant la diversité linguistique et sociale dans la conception des systèmes)⁶.

L'histoire des technologies montre toutefois que ces fenêtres d'opportunité sont brèves. Les effets d'échelle sont cumulatifs (plus un acteur investit, plus il creuse l'écart). Les standards techniques se diffusent, les dépendances s'installent, les blocs se consolident. La fragile multipolarité actuelle pourrait ainsi n'être qu'une phase transitoire avant une nouvelle stabilisation du rapport de force.

La Lettre de Concorde

V. Ce que cela signifie pour la France et l'Europe

Pour l'Europe, le sommet de New Delhi doit agir comme un signal d'alerte. La souveraineté technologique est désormais une condition de puissance. Elle repose sur la maîtrise des infrastructures concrètes (cloud, calcul, données, capacités industrielles) qui permettent d'entraîner et de déployer des modèles d'IA à grande échelle. Or ces infrastructures restent largement concentrées hors d'Europe. L'Union européenne a engagé des initiatives pour renforcer son autonomie numérique, qu'il s'agisse du développement d'un cloud souverain ou du plan "AI Continent" visant à structurer un écosystème européen compétitif¹⁰¹¹.

Dans cet environnement dominé par les États-Unis et la Chine, un espace existe encore pour une voie européenne fondée sur l'innovation, la responsabilité et l'autonomie stratégique.

Mais cet espace est déjà disputé.

L'Inde cherche précisément à l'occuper en structurant une "troisième voie" et en intégrant le Sud global dans la chaîne de valeur de l'IA. En parallèle, les États-Unis continuent d'accélérer leurs investissements et de consolider leur avance technologique.

Autrement dit, si l'Europe ne renforce pas rapidement ses capacités industrielles et sa coordination stratégique, l'espace sera structuré par d'autres soit par des acteurs émergents mieux organisés et capables d'aller plus vite, soit par les grandes puissances déjà dominantes.

Les décisions prises aujourd'hui détermineront si l'Europe participe à la définition des équilibres technologiques de demain, ou si elle s'y adapte.

Nicolas Sironneau, vice-Président de la Fondation Concorde

Notre prochain événement

Le secret de la croissance

PETIT-DEJEUNER DE LA FONDATION CONCORDE

Le jeudi 12 mars 2026, à 8h30

A la Terrasse des Champs-Élysées
50 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Réservez votre place

info@fondationconcorde.com



Xavier FONTANET

Ancien Président du Groupe Essilor

Réservez votre place par
mail dès maintenant

info@fondationconcorde.com

GUERRE EN IRAN : L'ÉCONOMIE FRANÇAISE VA (ENCORE !) PAYER LE PRIX FORT DE SA DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES

La fermeture du détroit d'Ormuz et ses conséquences directes sur les approvisionnements de la France en pétrole et en GNL soulignent violemment, et une nouvelle fois, la dépendance de notre pays aux énergies fossiles. Une dépendance qui n'est plus seulement un enjeu de décarbonation mais qui menace durablement **la souveraineté énergétique de la France et de l'Europe ainsi que de son économie.**

Avec des conséquences déjà visibles dans dynamique des prix à la consommation : après une inflation élevée ces dernières années, principalement portée par les prix de l'énergie, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) dans la zone euro a récemment rebondi à **1,9 % en février 2026**, au-dessus des attentes. Cette remontée était sans doute le signal faible que les tensions géopolitiques peuvent rapidement reprendre le dessus sur la trajectoire de désinflation, d'autant que les marchés anticipent désormais une inflation durablement volatile si le conflit perdure.

La France en paye déjà le prix : malgré une inflation globale plus basse qu'ailleurs en Europe, **l'inflation sous-jacente**, hors volatile énergie et alimentaire, reste structurée par les incertitudes des marchés énergétiques. Sans un ajustement rapide de notre mix énergétique, les **risques d'une reprise vigoureuse des prix du pétrole et du gaz** pèseront sur le pouvoir d'achat des ménages et les coûts de production des entreprises.

La situation actuelle met également en lumière la fragilité de nos approvisionnements. Les perturbations dans le Golfe, combinées à une forte dépendance aux importations de combustibles fossiles, exposent la France à des **variations rapides des prix**. Des études de marché montrent que l'augmentation du prix du pétrole se répercute souvent en une semaine sur les prix à la pompe, avec une sensibilité d'environ **5 centimes par litre pour un delta de 10 \$ par baril**, ce qui aggrave rapidement le coût de l'énergie pour les ménages et les entreprises.

Dans ce contexte, la gestion de la politique monétaire européenne devient plus délicate. Les banques centrales doivent naviguer entre le soutien à la croissance et la maîtrise de pressions inflationnistes renaissantes. Une inflation énergétique pourrait entraver tout assouplissement des taux et remettre en question les prévisions de croissance de la zone euro.

La Lettre de Concorde

Décarbonation et souveraineté énergétique sont donc, de toute évidence, un seul et même combat contre la dépendance française aux énergies fossiles, majoritairement importées. Le cas du gaz est à cet égard édifiant : alors que certains acteurs politiques plaidaient récemment pour un moratoire sur certaines énergies renouvelables **tout en rejetant notamment le gaz vert produit en France**, notre pays s'est tourné vers le Qatar pour s'approvisionner en GNL – avant même les tensions actuelles. On voit aujourd'hui le résultat !

Il nous faudra attendre **2040, dans le meilleur des cas, pour voir la mise en route du programme EPR2**. D'ici là, l'électrification des usages devra être significative : la substitution de l'électricité aux énergies fossiles doit être massive, ce qui représente un défi industriel, sociétal et financier majeur. Mais cela ne suffira pas car dans de nombreux secteurs industriels – chimie, sidérurgie lourde, transport longue distance, etc. **le gaz n'est pas remplaçable par l'électricité à court terme**, et la transition doit être pensée avec un mix énergétique équilibré, fiable et souverain.

En matière d'investissement, de planification et de relocalisation des filières énergétiques, la France n'a plus le temps de tergiverser. Plus que jamais, la crise actuelle démontre que **la dépendance aux énergies fossiles coûte bien plus cher que leur remplacement par des solutions renouvelables et des capacités nucléaires diversifiées**, capables de réduire à la fois nos émissions et notre vulnérabilité face aux chocs géopolitiques.

Jacques Marceau, Président du Conseil Scientifique de la Fondation Concorde



*Think tank indépendant dédié à la croissance, à la
compétitivité et à la prospérité*

fondationconcorde.com



17, rue de l'Amiral Hamelin

75116

01 72 60 54 39

info@fondationconcorde.com

directeur de publication :
Christian de Boissieu

SOUTENEZ LA FONDATION